



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE

THE  
UNIVERSITY  
OF RHODE ISLAND  
GRADUATE SCHOOL  
OF OCEANOGRAPHY



**Feed the Future (FTF) et Biodiversité  
Projet USAID/COMFISH Plus  
*PENCOO GEJ*  
(Gestion concertée pour une pêche durable au Sénégal)**

(Cooperative Agreement Number: AID-685-A-16-00007)

**RAPPORT TRIMESTRIEL  
1er Octobre 2016 – 31 Décembre 2016**

**Janvier 2017**

## Tablet Des Matières

<b>SIGLES ET ACRONYMES</b> .....	<b>3</b>
<b>I. RESUME EXECUTIF</b> .....	<b>4</b>
<b>II. INTRODUCTION</b> .....	<b>5</b>
<b>III. REALISATIONS PREMIER TRIMESTRE</b> .....	<b>6</b>
3.1. DIALOGUE/REFORMES POLITIQUES .....	6
3.2. RENFORCEMENT DES CAPACITES DES INSTITUTIONS ET DES ACTEURS .....	7
3.3. RESSOURCES NATURELLES/PLANS DE GESTION/CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE ET DES ECOSYSTEMES MARINS .....	8
3.3.1 <i>Renforcement de la base scientifique pour une gestion durable de la pêche</i> .....	8
3.3.2 <i>Plans Locaux de Gestion Participatifs (PGP)</i> .....	9
3.4. THEMES TRANSVERSAUX .....	10
3.4.1 <i>Changement climatique</i> .....	10
3.4.2 <i>Décentralisation/gouvernance locale</i> .....	13
3.4.3 <i>Communication/sensibilisation</i> .....	17
3.5. GESTION DU PROJET .....	19
3.5.1 <i>Réunion de coordination et de planification des activités à Mbour</i> .....	19
<b>IV. ACTIVITES PLANIFIEES POUR LE PROCHAIN TRIMESTRE</b> .....	<b>20</b>
<b>ANNEXE 1. CADRE DES RESULTATS DE USAID/COMFISH PLUS</b> .....	<b>23</b>
<b>ANNEXE.2. PERFORMANCE ANNEE FISCALE 2017 - PREMIER TRIMESTRE</b> .....	<b>24</b>
<b>ANNEXE 3. RAPPORT FINANCIER –PREMIER TRIMESTRE 2017</b> .....	<b>30</b>
<b>ANNEXE 4. RAPPORT DU SUIVI ENVIRONNEMENTAL (EMMR) –PREMIER TRIMESTRE 2017</b> .....	<b>31</b>

## Sigles et Acronymes

<b>ANACIM</b>	Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie
<b>CINSERE</b>	Projet de services d'informations climatiques pour accroître la résilience et la productivité au Sénégal
<b>CGPP</b>	Comité de gestion des Petits Pélagiques
<b>CL</b>	Convention Locale
<b>CLPA</b>	Conseils Locaux de Pêche Artisanale
<b>CNAAP</b>	Comité Nationale pour l'Appui à l'Aménagement des Pêches
<b>CNGPP</b>	Comité National de Gestion des Petits Pélagiques
<b>COMNACC</b>	Comité National sur les Changement Climatiques
<b>CRC</b>	Centre de Ressources Côtières
<b>CRODT</b>	Centre de Recherche Océanographiques de Dakar-Thiaroye
<b>CSE</b>	Centre de Suivi Ecologique
<b>CSRP</b>	Commission Sous Régionale des Pêches
<b>DAMCP</b>	Direction des Aires Marines Communautaires Protégées
<b>DEEC</b>	Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés
<b>DGID</b>	Direction Générale des Impôts et Domaines
<b>DITP</b>	Direction des Industries de Transformation des Pêches
<b>DPC</b>	Direction de la Pêche Continentale
<b>DPM</b>	Direction des Pêches maritimes
<b>FtF</b>	Feed the Future
<b>ICC</b>	Instance de Coordination et de Conseil
<b>IRD/IFAN</b>	Institut de Recherche pour le Développement/Institut Fondamental d'Afrique Noire
<b>IUPA/UCAD</b>	Institut Universitaire de Pêche et d'Aquaculture - Université Cheikh Anta Diop
<b>INN</b>	Pêche Illicite, Non déclarée et Non réglementée
<b>LPS</b>	Lettre de Politiques Sectorielles
<b>MEDD</b>	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
<b>MEF</b>	Ministère des Finances
<b>MPEM</b>	Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime
<b>NDC</b>	Contributions Nationales
<b>NOAA</b>	National Oceanic and Atmospheric Administration
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>PGP</b>	Plan de Gestion Participatifs
<b>PMP</b>	Plan de Gestion des Performances
<b>PNA</b>	Plan National d'Adaptation
<b>PNP CC</b>	Plateforme Nationale Pêche Changement Climatiques
<b>RI</b>	Résultats Intermédiaires
<b>SIG</b>	Système d'informations Géographiques
<b>UNFCCC</b>	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
<b>URI</b>	Université de Rhode Island
<b>USAID</b>	Agence des Etats-Unis pour le Développement
<b>USG</b>	Gouvernement des Etats-Unis

## I. RESUME EXECUTIF

L'objectif du projet est d'appuyer les efforts du Gouvernement du Sénégal visant à réformer le secteur de la pêche et à augmenter la résilience des communautés de pêcheurs et leurs moyens d'existence. Cela passe par le renforcement des conditions préalables nécessaires à l'amélioration de la gouvernance, l'accès à la science pour appuyer les processus de prise de décision, l'identification et l'adoption de mesures contribuant à augmenter la résilience au changement climatique.

La phase d'extension COMFISH Plus mettra également l'accent sur les priorités déjà identifiées par le projet USAID/COMFISH dans le domaine de l'Initiative alimentaire pour l'avenir (FtF), le changement climatique et la conservation de la biodiversité. Elle maintiendra également l'approche intégrée du projet USAID/COMFISH dans la prise en compte des thématiques transversales telles que le renforcement des capacités dans le domaine de la gouvernance, l'autonomisation et l'équité en faveur des femmes.

Ce rapport décrit le progrès réalisé dans la mise en œuvre des activités du premier trimestre de la première année fiscale 2017 de COMFISH Plus.

**Au niveau politique**, plusieurs actions visant à renforcer les initiatives pour la résilience des écosystèmes et des communautés côtières au changement climatique, ont été appuyées à travers la signature conjointe du Plan National Adaptation de la pêche et de l'aquaculture (PNA-Pêche), au changement climatique, par le Ministre de la Pêche et de l'Economie Maritime (MPEM) et le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et la participation de la Direction des Pêches maritimes (DPM) et l'équipe de USAID/COMFISH Plus à la vingt-deuxième Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 22) à Marrakech, au Maroc en novembre 2016.

En appui au **renforcement de capacités des institutions**, l'ANACIM a bénéficié durant ce trimestre du renforcement de capacités de ses prévisionnistes en modélisation marine en France et du renouvellement du financement de la plateforme d'alertes précoces pour une durée de 2 années. Par ailleurs, pour appuyer le Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, le projet a finalisé à travers la DPM, **l'installation d'une dizaine de CLPA dans la Région de Ziguinchor**, pour mieux renforcer les capacités des acteurs chargés de la gouvernance locale des pêcheries dans la zone de Casamance. Ceci va également contribuer à une mise en œuvre efficace du plan local de gestion de la sardinelle développé pour cette Zone.

Pour une meilleure amélioration de **sa base scientifique au profit des acteurs**, le projet poursuit le partenariat avec différentes institutions de recherche et de formation. C'est ainsi que quatre (04) rencontres ont été organisées entre le 06 et le 22 décembre avec le Centre de Recherches Océanographiques de Dakar-Thiaroye (CRODT), l'Institut Universitaire de la Pêche et de l'Aquaculture (IUPA), Le Laboratoire de Biologie et d'Ecologie des Poissons en Afrique de l'Ouest (LABEP-AO) - (IRD / IFAN-Ch. A. Diop) et le Centre de Suivi Ecologique (CSE) pour échanger sur les domaines d'interventions scientifiques, sollicités cette année, en vue de la formulation d'offres techniques et financières.

Concernant **l'élaboration et la mise en œuvre des Plans de Gestion Participatifs (PGP)**, une réunion tenue à la DPM le 29 novembre a permis de discuter du démarrage de la mise en œuvre des PGP sardinelles au niveau de la grande côte sud, du Cap-Vert et la Petite Côte. La rencontre prochaine avec le Comité Nationale pour l'Appui à l'Aménagement des Pêches (CNAAP) pour présenter la stratégie proposée. L'installation prochaine des cadres de mise en œuvre de ces PGP sardinelles dans ces zones a aussi été au menu de cette rencontre. La DPM a aussi sollicité la poursuite de l'élaboration du **PGP de l'ethmalose** qui avait été gelée pour des besoins de coordination avec les autres structures impliquées dans ce processus.

En ce qui concerne **la gouvernance/décentralisation**, l'élaboration de la Convention Locale (CL) a démarré dans les 7 Conseils Locaux de la Pêche Artisanale (CLPA) du Sine Saloum ciblés dans le cadre du projet. A cet effet, les autorités administratives et locales, ainsi que les acteurs de la pêche ont été informés de la démarche envisagée. Par ailleurs, au niveau des anciennes zones d'intervention, la surveillance participative pour le respect des règles de la Convention Locale dans différents CLPA, s'est poursuivie avec le démarrage des sorties en mer.

Les activités de **démarrage du projet** (recrutement et installation du personnel, achat de nouveaux matériaux, transfert du bureau de Joal à Mbour) ont été réalisées et décrites dans ce rapport.

**Dans le domaine de la communication**, l'objectif du Projet USAID/COMFISH Plus pour ce premier trimestre a été de consolider les activités de sensibilisation et de visibilité entamées dans le projet USAID/COMFISH. Pour ce faire, l'accent a été mis sur la signature de nouveaux protocoles d'entente avec huit (08) radios communautaires et le renouvellement et/ou la mise en place de divers supports de communications.

## II. INTRODUCTION

Le projet USAID/COMFISH Plus émanant de l'Initiative alimentaire pour l'Avenir (Feed the Future) et la conservation de la biodiversité est une initiative de deux (02) ans (1er octobre 2016 – 30 septembre 2018) financée par l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

USAID/COMFISH Plus est une phase d'extension du Projet USAID/COMFISH (14 février 2011 - 30 septembre 2016) mise en œuvre à travers un Accord de Coopération entre l'USAID et l'Université de Rhode Island (URI). Les principaux partenaires sont, des structures gouvernementales, des associations professionnelles de la pêche, des universités et des instituts de recherche, des organisations non gouvernementales (ONG) intervenant sur le littoral et dans le secteur de la pêche.

L'objectif du projet est d'appuyer les efforts du Gouvernement du Sénégal visant à réformer le secteur de la pêche et à augmenter la résilience des communautés de pêcheurs et leurs moyens d'existence. Cela passe par le renforcement des conditions préalables nécessaires à l'amélioration de la gouvernance, l'amélioration de l'accès à la science pour appuyer les processus de prise de décision et par l'identification et l'adoption de mesures contribuant à augmenter la résilience au changement climatique.

USAID/COMFISH Plus va mettre l'accent sur les priorités déjà identifiées par le projet USAID/COMFISH dans le domaine de l'Initiative alimentaire pour l'avenir (FtF), le changement climatique et la conservation de la biodiversité. Elle maintiendra également l'approche intégrée du projet USAID/COMFISH dans la prise en compte de thématiques transversales telles que le renforcement des capacités dans le domaine de la gouvernance, l'autonomisation et l'équité en faveur des femmes et l'adaptation aux impacts du changement climatique.

Le Projet USAID/COMFISH Plus contribuera à l'atteinte des trois principaux résultats suivants:

IR1: Les capacités des acteurs et des institutions sont renforcées à tous les niveaux pour une approche écosystémique de la cogestion visant une pêche durable et prenant en compte l'impact des changements climatiques ;

IR2: Les stratégies, politiques et bonnes pratiques en matière de gouvernance sont identifiées, testées, évaluées et appliquées pour renforcer la résilience des écosystèmes face aux menaces sur la conservation de la biodiversité et aux risques climatiques ;

IR3: L'augmentation des bénéfices sociaux et économiques au profit des communautés de pêcheurs artisans, encourage la poursuite des efforts en faveur d'une pêche durable.

Le présent rapport décrit les activités exécutées par le projet USAID/COMFISH Plus durant le premier trimestre de l'année fiscale 2017. Il comprend plusieurs composantes : une introduction suivie d'une première partie qui décrit les principales réalisations du trimestre. Il inclut également une partie qui décrit les activités transversales (le changement climatique, la gouvernance, la communication etc.). La dernière partie du rapport porte sur la gestion du projet et les annexes relatives aux rapports de suivi de la performance, financier et de suivi environnemental.

### **III. REALISATIONS PREMIER TRIMESTRE**

#### **3.1. Dialogue/Réformes politiques**

En poursuite au processus d'élaboration du Plan National d'Adaptation au changement climatique pour le secteur de la pêche (PNA-Pêche), plusieurs actions visant à renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés côtières au changement climatique, ont été appuyées durant ce trimestre. Il s'agit de la signature conjointe du Plan National Adaptation de la pêche et de l'aquaculture par les Ministres chargés de la Pêche (MPEM) et de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et la participation de la Direction des Pêches maritimes (DPM) et de l'équipe du projet USAID/COMFISH Plus à la vingt-deuxième Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 22) à Marrakech, au Maroc en novembre 2016. Ces actions seront développées dans le chapitre relatif au changement climatique.

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des conclusions de l'audience accordée par le Ministre de la Pêche et de l'Economie Maritime à la Directrice de l'USAID, en 2016, le projet USAID/COMFISH Plus va :

- Accompagner le ministère des pêches dans la mise en œuvre du Plan National de lutte contre la pêche Illicite Non déclarée Non réglementée (INN). A cet effet un voyage d'étude pour le ministère est prévu aux Etats-Unis en avril 2016 puis reporté au mois de mai 2016. Ce voyage d'études et d'échange va permettre aux institutions américaines compétentes en la matière principalement celles qui coordonnent le travail de la Task-Force américaine en matière de lutte contre la pêche INN, de partager leurs expériences avec les agents du ministère de la pêche du Sénégal afin de les accompagner dans le processus de la mise en place de la Task-Force sénégalaise. Le projet USAID/COMFISH Plus est entrain de coordonner les préparatifs avec le Secrétaire Général du MPEM ainsi que le premier Conseiller Technique (désigné comme Point Focal pour coordonner le processus avec l'USAID et les autres partenaires de l'USAID/COMFISH Plus, URI, NOAA, etc.);
- Appuyer la Commission Sous Régionale des Pêches pour la tenue d'une Conférence ministérielle extraordinaire précédée de la réunion du Comité de Coordination de la CSRP à Dakar avec l'appui de l'USAID, afin de statuer sur l'ensemble des points de blocage institutionnel du fonctionnement de la CSRP. A cet effet, le ministre des pêches du Sénégal, va adresser une correspondance au Président en exercice de la CSRP pour l'informer de la disponibilité de l'USAID à travers le projet USAID/COMFISH Plus, à appuyer cette initiative. Le processus de préparation va se poursuivre au trimestre 2.

### **3.2. Renforcement des capacités des institutions et des acteurs**

Le renforcement des capacités institutionnelles s'est également poursuivi durant ce premier trimestre de COMFISH Plus et a concerné principalement l'ANACIM. Au niveau des acteurs, il y'a eu le recrutement de nouveaux facilitateurs pour renforcer les capacités des CLPA particulièrement ceux du Sine Saloum et de la Casamance. Le projet a aussi appuyé le ministère dans sa politique d'installation de CLPA principalement, en Casamance.

***Au niveau des institutions, le renforcement de capacités des prévisionnistes de l'ANACIM en modélisation marine*** s'est déroulé du 12 au 27 Novembre 2016 en France. Cette activité intervient dans le cadre de la poursuite du plan de formation pour le personnel de l'ANACIM initiée avec le projet USAID/COMFISH visant à renforcer la sécurité en mer des acteurs de la pêche artisanale. Elle consolide les initiatives visant à mettre en place des modèles et des prévisions plus fiables, précises et localisées par région et par zone de pêche. Le renouvellement du financement de la plateforme SMS (Système d'Alertes Précoces), a ainsi permis de diffuser durant ce trimestre, un total de huit (08) alertes aux pêcheurs pour leur sécurité en mer.

D'autre part, ***en appui au Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, le projet a finalisé à travers la DPM, l'installation d'une dizaine de CLPA en Casamance (Région de Ziguinchor)*** pour mieux renforcer les capacités des acteurs chargés de la gouvernance locale des pêcheries dans la zone de Casamance, mais également appuyer la mise en œuvre du plan de gestion locale de la sardinelle de la Casamance, récemment approuvé par le Ministre des pêches.

***Renforcement des capacités des acteurs à travers le recrutement de nouveaux facilitateurs.***

Pour renforcer les capacités des CLPA, particulièrement dans la nouvelle zone du Sine Saloum, quatre (04) nouveaux facilitateurs ont été recrutés et formés dans la période du 13 au 16 novembre 2016. Cette formation leur a permis de mieux appréhender les objectifs de l'USAID/COMFISH Plus mais également de comprendre ses axes d'intervention. Elle a aussi permis aux nouveaux recrues d'acquérir des techniques et des outils de facilitation mais également de comprendre et de maîtriser la méthode relative à l'approche participative utilisée par le projet dans le cadre de la cogestion. Après leur formation, ces facilitateurs ont été déployés dans les CLPA du Sine Saloum, Cayar, Saint Louis, Ziguinchor et Kafountine. Ceci a permis leur installation officielle dans leurs zones d'intervention respectives.



**Figure 1: Plénière lors de la session de formation des facilitateurs**

**3.3. Ressources Naturelles/Plans de gestion/Conservation de la biodiversité et des écosystèmes marins**

Les activités relatives au chapitre Ressources Naturelles/Plans de gestion/Conservation de la biodiversité et des écosystèmes marins ont démarré à travers différentes rencontres menées avec la Direction des Pêches maritimes et les institutions scientifiques partenaires. Ces échanges ont porté sur les besoins de collaboration et de partenariat en matière de recherches scientifiques, pour renforcer sa base scientifique et procéder au démarrage sur le terrain, de la mise en œuvre des plans de gestion locaux des sardinelles.

**3.3.1 Renforcement de la base scientifique pour une gestion durable de la pêche**

Différentes rencontres ont été organisées respectivement les 06, 08, 22 et 27 décembre avec le CSE, l'IFAN, le CRODT et l'IUPA pour échanger sur les priorités en matière de recherches scientifiques nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de gestion participatifs, des conventions locales et des plans d'adaptation au changement climatique. Différents thèmes ont ainsi fait l'objet d'échanges et des offres financières et techniques sont en train d'être finalisées par les partenaires sur la base des recommandations ci-dessous issues des échanges :



- La réalisation par le CSE au Sine Saloum de plan d'adaptation au changement climatique, de plan d'occupation de sol, de cartes thématiques opérationnelles à petite échelle et d'une cartographie générale du Saloum pour les besoins des conventions locales ;
- La poursuite par le CSE de l'étude sur les bonnes pratiques de pêche. Pour cela, l'équipe du projet identifiera de nouvelles bonnes pratiques de gestion à documenter ;
- Le démarrage par le CSE de la mise en œuvre des plans d'adaptation locaux de la grande Côte et de la Casamance à travers l'installation des comités de suivi/évaluation ;
- Pour une meilleure utilisation du système d'information géographique mis en place pendant la phase précédente de USAID/COMFISH, le CSE organisera une rencontre conjointe avec le projet et la DPM (techniciens et Informaticiens) pour échanger sur la conception et la mise en ligne du service SIG avec comme administrateur la DPM. La rencontre sera suivie d'un renforcement de capacités des techniciens de la DPM sur l'utilisation du Système.
- L'IRD/IFAN va mener les études sur les paramètres bio-écologiques du *thiof* (*mérou blanc*), des sardinelles et de l'*ethmalose*. La collaboration avec la Direction des Aires Marines Protégées Communautaires (DAMPC) a été suggérée afin de mettre à contribution leurs moyens logistiques (transport) et le personnel en poste au niveau des AMP ;
- L'IRD/IFAN organisera également un atelier de présentation des données scientifiques produites ainsi que celles réalisées par les autres partenaires du projet en appui à la mise en place des Plans de Gestion Participatifs, des Plans d'Adaptation et des Conventions Locales ;
- Le CRODT mettra en place et pilotera au niveau des différentes zones, des cellules conjointes de collecte, de traitement et d'analyse de données de pêche sur l'environnement, les prix pour accompagner les PGP sardinelles et *ethmaloses* dans les zones de la Grande Côte Nord, la Grande Côte Sud, le Cap Vert, la Petite Côte, le Saloum et la Casamance ; le CSE, l'IFAN et l'IUPA participeront aux travaux de ces différentes cellules.
- Le CRODT va réactualiser les études sur l'utilisation du *monofilament* et organiser une rencontre scientifique pour fournir aux décideurs politiques beaucoup plus d'éléments relatifs à l'interdiction de cet engin.
- Le CRODT mettra en place un comité scientifique de réflexion sur la pêcherie de l'*ethmalose*. Il organisera régulièrement des rencontres scientifiques sur la pêcherie de l'*ethmalose* pour appuyer la mise en œuvre de plans d'aménagement sur cette pêcherie ; le CSE, l'IFAN et l'IUPA participeront à ces rencontres.

Les discussions sur la faisabilité de l'ensemble de ces activités proposées à ces trois institutions, vont se finaliser en trimestre 2 quand elles auront soumis leurs offres techniques et financières afférentes.

### **3.3.2 Plans Locaux de Gestion Participatifs (PGP)**

Une rencontre a eu lieu à la DPM le 29 novembre 2016, pour discuter du démarrage de la mise en œuvre du Plan local de gestion participatif de la pêcherie de sardinelles et de la poursuite du processus d'élaboration du plan de gestion de la pêcherie de l'*ethmalose* dans la zone du Sine Saloum et de la Casamance. La question relative à la mise en place du nouveau

Réseau des CLPA a aussi été abordée ainsi que celle relative à la connexion entre le réseau et les cadres de concertation de gestion des sardinelles, installés.

Plans de Gestion Participatif (PGP) de la pêche de sardinelles. La mise en œuvre du PGP va démarrer au niveau de la Grande Côte Sud, du Cap Vert et la Petite Côte. Ainsi, conformément à la démarche du projet, il sera nécessaire de valider la stratégie proposée ainsi que les acteurs éléments impliqués dans le processus. Ainsi, avant le démarrage, il sera organisé une rencontre technique avec la nouvelle Commission Nationale d'Appui à l'Aménagement des Pêcheries (CNAAP) qui a remplacé la Commission de Gestion des Petits Pélagiques (CGPP). A cet effet, une *Note d'information* a été élaborée et partagée avec la DPM.

Appui à la mise en place du Réseau des CLPA et l'établissement de lien entre les cadres de concertation des CLPA et ledit Réseau. Des cadres de concertation des CLPA ont déjà été mis en place pour accompagner la mise en œuvre des Plans de Gestion Participatifs de la pêche de sardinelles. Par ailleurs, sur proposition de la DPM, le projet USAID/COMFISH Plus a réitéré au cours de cette rencontre, sa disponibilité à apporter un appui à la mise en place des réseaux de CLPA dans les régions de Louga, Saint Louis, Fatick, Ziguinchor, mais également au niveau national. Il faut rappeler que les réseaux de Dakar et Thiès ont déjà été mis en place avec l'appui du projet ADUPES<sup>1</sup>. Dans un souci de coordination des activités de mise en œuvre du PGP sardinelles, il sera nécessaire d'établir un lien entre les réseaux des CLPA et les cadres de concertation qui peuvent constituer de véritables bras techniques du réseau au niveau local. A cet effet, il a été proposé de prendre l'attache d'un consultant, qui présentera la proposition finale au cours de l'atelier de la Commission Nationale d'Appui à l'Aménagement des Pêcheries (CNAAP) qui sera organisé par la DPM probablement au trimestre 2.

Poursuite du processus d'élaboration du Plan de gestion de la pêche de l'ethmalose. Le processus d'élaboration des Plans de Gestion locaux de l'ethmalose dans les zones du Sine Saloum et de Casamance, avait été gelé du fait de la nécessité d'harmoniser les interventions du projet USAID/COMFISH à l'époque, avec celles des autres institutions impliquées dans le processus (projet WAMER/PNUD, CSR, etc.). Il a été proposé de poursuivre le processus de finalisation de ces PGP dans le cadre du Projet USAID/COMFISH Plus tout en appuyant la DPM et ses partenaires à finaliser l'élaboration du Plan National d'Aménagement de la pêche de cette espèce.

### **3.4. Thèmes transversaux**

Les trois thèmes transversaux développés durant ce trimestre sont relatifs aux changements climatiques, aux activités de gouvernance/décentralisation et à la communication/sensibilisation.

#### **3.4.1. Changement climatique**

Dans le domaine du changement climatique, les actions réalisées durant ce trimestre sont relatives à la signature conjointe du Plan National Adaptation de la pêche et de l'aquaculture (PNA-Pêche) au changement climatique par le Ministre de la Pêche et de l'Economie

---

<sup>1</sup> Projet Aménagement durable des Pêcheries du Sénégal (Sustainable Improvement of Senegal Fisheries Project) funded by the European Union (2014-2016).

Maritime (MPEM) et celui de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), la participation de la DPM et de l'équipe de USAID/COMFISH Plus à la vingt-deuxième Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 22) à Marrakech, au Maroc en 2016.

Cérémonie de signature conjointe du Plan National Adaptation Pêche et aquaculture (PNA-Pêche) au changement climatique. Lancé depuis le 15 Septembre 2016, le processus d'élaboration du Plan National Pêche/ aquaculture au changement climatique (PNA-Pêche) a été marqué par plusieurs étapes dont l'approbation et la signature conjointe du document par les deux ministères concernés : (la pêche et l'environnement), le Jeudi 3 novembre 2016 au Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime. Le changement climatique étant un processus sur le moyen et long terme, son intégration dans les politiques s'impose afin d'avoir une planification cohérente du secteur de la pêche face aux défis posés par les variabilités climatiques. Ainsi cette phase d'approbation a été déterminante pour les deux ministères concernés en vue de la COP 22 et des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) pour chaque secteur. Les deux ministres ont par la suite, magnifié la synergie de travail et l'approche multi-acteurs ayant accompagné le processus national d'élaboration du PNA pêche /changement climatique et ont exhorté tous les partenaires financiers et techniques à mutualiser leurs efforts pour la mise en œuvre effective du PNA-Pêche au profit des communautés de pêcheurs vulnérables.



**Figure 2: Signature conjointe du Plan National Adaptation pêche /aquaculture au changement climatiques par les Ministres de la pêche et de l'environnement.**

Participation de USAID/COMFISH Plus et de la Direction Pêche maritime (DPM) à la COP 22 à Marrakech du 12 au 20 Novembre 2016. Pour un meilleur partage des expériences du Sénégal en matière d'élaboration de Plan National d'Adaptation pêche /aquaculture au changement climatique, le projet USAID/COMFISH Plus, le Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime et la Direction des Pêches maritimes ont participé activement à la COP22. Cette mission a été l'occasion pour l'équipe d'échanger avec les délégations des autres pays et partenaires financiers sur les stratégies appuyées auprès des communautés côtières vulnérables, d'animer et d'exposer à la journée « Sénégal et Pêche » et de participer aux différents « *Side Events* » organisés à cette occasion.

Rencontre de l'USAID et les délégations des pays sur l'adaptation et les résultats globaux des Plan Nationaux d'Adaptation (PNA). Durant la rencontre, les leçons apprises, et les expériences du Sénégal sur le processus d'élaboration du PNA-Pêche, ont été partagées. Les

questions d'autonomisation des femmes et du financement climatique ont été également discutées. Ainsi des axes de synergie ont été identifiés et proposés avec le NAP Global Network pour maximiser l'efficacité de la mise en œuvre de ces outils de planification de l'adaptation sur le moyen et long terme.



**Figure 3: Partage expérience du Sénégal sur le processus d'élaboration du PNA- pêche et des initiatives d'adaptation appuyées pour les communautés côtières vulnérables**

Rencontre entre le Ministre de la pêche et la mission de l'USAID-Washington. Cette rencontre a permis aux autorités chargées de la pêche d'exposer les orientations stratégiques déclinées par le ministère de la pêche en termes de conservation et de réglementation (lutte contre la pêche INN), la modernisation des aires de transformations artisanales, l'adaptation au changement climatique à travers le PNA-Pêche. Ainsi plusieurs recommandations et propositions ont été formulées entre les deux délégations telles la poursuite du financement pour la lutte contre la pêche INN et la mise en œuvre du PNA-Pêche conformément à la CCNUCC et pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) pour la pêche.



**Figure 4: Rencontre entre le Ministre des pêches et la Coordinatrice de l'Agence pour le changement climatique de l'USAID Washington**

Animation du stand pêche/journée pêche/littoral/tourisme COP 22. Sous la présidence effective du conseiller du Président de la République en environnement et du Ministère de la Pêche, le projet USAID/COMFISH Plus a contribué à l'animation de la journée à travers des expositions et des séances débats sur les initiatives appuyées pour l'adaptabilité du secteur et des communautés côtières au changement climatique.



**Figure 5: Exposition USAID/COMFISH Plus à la journée pêche COP22**

Le Ministre de la pêche du Sénégal a demandé aux parties prenantes de mobiliser les moyens, les ressources humaines nécessaires et les technologies nouvelles pour appuyer le secteur de la pêche vers une trajectoire résiliente au changement climatique à travers l'élaboration de projets et programmes intégrés entre plusieurs secteurs et le MPEM.

### **3.4.2. Décentralisation/gouvernance locale**

Rencontre de synergie de l'USAID au Sine Saloum. Dans le cadre des rencontres de synergies organisées chaque année par l'USAID, la zone du Sine Saloum a été retenue. Ainsi, une visite des réalisations du projet USAID/COMFISH par la Directrice de l'USAID et des programmes FTF a eu lieu le 7 novembre 2016 dans le site de transformation artisanale de Missirah. Ainsi, près d'une quarantaine de femmes transformatrices ont massivement pris part à cette visite. Le service des pêches a été représenté par le chef de poste de contrôle des pêches de Missirah.

Il convient de souligner que les femmes de Missirah travaillent sur l'exploitation de toutes les espèces halieutiques mais particulièrement dans la filière *Ethmalose* en raison du rôle que joue cette espèce dans la génération de revenus (destiné essentiellement à l'exportation).

Ainsi, lors de la rencontre, les femmes ont expliqué aux membres de la mission de l'USAID, les différentes réalisations effectuées dans le cadre du projet USAID/COMFISH pour appuyer cette chaîne de valeur : la construction de trois (3) fours de fumage, l'appui en matériels de nettoyage du site, la mise en place d'outils de gestion, l'élaboration d'une charte de salubrité et la formation sur la gestion administrative et financière.

Dans leur intervention, elles ont surtout montré l'importance du prototype des fours construits par le projet qui sont faciles d'usage et qui consomment moins de bois lors des opérations de fumage. Elles ont aussi montré à travers leur registre de production et de vente, la production

obtenue et la valeur commerciale depuis l'installation des fours il y'a près de quatre mois qui est de 350.000 f CFA pour un niveau de production estimé à 898 kg.

En prenant la parole, la Directrice de l'USAID et celle du programme FtF ont vivement remercié les femmes de leur disponibilité et exprimé toute leur satisfaction pour les réalisations appuyées dans le cadre du projet USAID/COMFISH. La difficulté majeure soulevée par les femmes reste la faiblesse du prix au producteur qui du reste, est fixé par les seuls acheteurs venus des pays de la Sous-région (notamment les guinéens) qui contrôlent la quasi-totalité de la filière. En plus de cette difficulté, les femmes ont souligné d'autres contraintes liées à l'absence de couvercle des fours (pendant l'hivernage il n'y a pas de production) ; l'absence d'éclairage du site ; l'absence de chariot pour le transport du poisson au site ; l'insuffisance de fours (elles souhaitent encore d'autres fours) ; la difficulté d'avoir du bois énergie ; la difficulté d'écouler la production.

Ces contraintes ont été évoquées le 09 novembre à l'hôtel Palétuvier de Toubacouta, lors de la rencontre de synergies et l'USAID s'est engagé à appuyer la filière *ethmalese* notamment dans la recherche de marchés et de la commercialisation des produits finis.



Figure 6: Visite du site de transformation de Missirah lors du voyage de synergie

Mise en œuvre des conventions locales. Ce trimestre est marqué par la poursuite de la mise en œuvre des conventions locales à travers des rencontres d'évaluation avec les bureaux exécutifs des CLPA, la poursuite de la surveillance participative dans les CLPA de Saint-Louis, Cayar, Yenne/Dialaw, Rufisque/Bargny, Mbour et le démarrage de nouvelles conventions locales dans la zone du Sine-Saloum.

- **Rencontre avec les bureaux exécutifs des CLPA sur la mise en œuvre des conventions locales.** Lors de la réunion de coordination et de planification des activités organisée à Mbour, des observations avaient été formulées par les participants sur le non-respect, par certains acteurs, des dispositions conventionnelles et l'inadaptation de certaines règles des conventions locales par rapport au nouveau Code de la pêche adoptée en 2015. C'est ainsi que des rencontres ont été organisées au cours du trimestre avec les bureaux exécutifs des CLPA disposant de convention locale. Ces rencontres avaient pour but de trouver des solutions aux différentes préoccupations soulevées lors de la rencontre de coordination. Les solutions envisagées devront être inscrites dans un plan d'actions de redynamisation des conventions locales des CLPA de Saint-Louis, Cayar, Kafountine, Ziguinchor, Mbour, Sindia Nord, Sindia Sud, Rufisque/Bargny et Yene/Dialao.

- **Appui à la surveillance participative.** L'appui aux brigades de co-surveillance (station de surveillance et acteurs) des CLPA s'est poursuivi dans le cadre du suivi des règles des conventions locales. Ainsi, au cours du trimestre, les CLPA de Saint-Louis, Cayar, Yenne/Dialaw, Rufisque/Bargny et Mbour ont effectué des sorties. Au total, neuf (09) sorties ont permis d'inspecter vingt-sept (27) pirogues et d'en arraisonner quinze (15). Les principales infractions enregistrées restent le non port du gilet de sauvetage et le non-respect du Code de la pêche. Au niveau de certains sites de transformation, il a été noté que les acteurs continuent à utiliser des techniques interdites par les conventions locales telles que le fumage à même le sol et l'utilisation de combustibles non appropriés (bouses de vache).
- **Installation des nouveaux facilitateurs.** De nouveaux facilitateurs ont été installés durant ce trimestre dans les CLPA de Saint-Louis, Cayar, Kafountine et Ziguinchor. En effet, les anciens facilitateurs (expérimentés) ont été redéployés au niveau de la Petite Côte et du Saloum et quatre nouveaux ont été recrutés pour remplacer ces derniers dans ces sites. Leur installation a été organisée au cours du trimestre. Plusieurs rencontres ont ainsi été organisées dans lesdits CLPA pour présenter les nouveaux facilitateurs aux différents acteurs : autorités administratives (Préfet et sous-préfet), administration des pêches, collectivités locales et responsables des CLPA. Cette démarche a ainsi permis aux nouveaux recrutés de rencontrer les différents acteurs intervenants dans la gestion des ressources halieutiques mais aussi de s'imprégner des activités menées dans ces CLPA particulièrement, sur la mise en œuvre des conventions locales.



**Figure 7: Rencontre avec le coordonnateur et le vice coordonnateur du CLPA de saint Louis**

Dans la nouvelle zone du Sine Saloum, deux nouveaux facilitateurs ont été installés à Foundiougne et Toubacouta, en vue de démarrer le processus d'élaboration de la convention locale. A cet effet, différentes rencontres ont été organisées avec les autorités administratives et locales et les principaux acteurs intervenant dans la gestion durable des ressources halieutiques, ce qui a permis aux facilitateurs de s'imprégner de certaines réalités liées à l'exploitation des ressources halieutiques dans les localités.

Les facilitateurs ont finalement été installés dans les locaux du service des pêches en vue d'un meilleur encrage institutionnel et pour une bonne collaboration avec les agents techniques et les acteurs artisans de la pêche.



**Figure 8: Visite du bureau du facilitateur à Toubacouta**

- **Information et sensibilisation des acteurs et choix de relais dans le cadre de l'élaboration des conventions locales dans les CLPA du Sine Saloum.** C'est la première étape de la convention locale. Des rencontres communautaires d'information, sur l'élaboration de la convention locale, ont été organisées sur toute l'étendue du Sine Saloum. Elles ont permis de rencontrer les autorités administratives et locales (Préfets, Sous-préfet, administration des pêches et collectivités locales) de la zone pour obtenir leur adhésion et leur participation active dans le processus d'élaboration de la convention locale. Ces initiatives vont permettre également à l'appropriation des activités du projet, par les autorités locales. Au cours de cette tournée de la Directrice du projet avec le Chargé de la Gouvernance Locale et des facilitateurs des zones concernées, les différentes étapes de la convention locale ont été présentées. Une satisfaction a été notée de la part des autorités et des acteurs qui promettent d'apporter leur soutien pour le succès du processus.



**Figure 9: Rencontre avec le Préfet de Foundiougne**

- **Rencontres d'information avec les ICC et désignation de relais des CLPA.** En marge de la rencontre d'information, 07 réunions ont été organisées avec les membres des Instances de Conseil et de Coordination (ICC) des CLPA pour désigner des relais commu-



nautaires. Ce choix constitue une importante étape dans l'élaboration de la Convention Locale et l'implication des CLPA dans le processus. Ce processus de la mise en place des conventions locales au niveau des sept (07) CLPA du Sine Saloum va se poursuivre au cours du trimestre 2.

### 3.4.3. Communication/sensibilisation

Dans le domaine de la communication, l'objectif du projet USAID/COMFISH PLUS pour ce premier trimestre a été de consolider les activités de sensibilisation et de visibilité entamées dans la première phase du projet USAID/COMFISH. Pour ce faire, l'accent a été mis sur la signature de nouveaux Protocoles d'Accord avec 08 radios communautaires et le renouvellement et/ou la mise en place de divers supports de communications.

Signature de Protocoles avec les radios communautaires partenaires. Comme lors de la première phase du projet USAID/COMFISH, le projet USAID/COMFISH Plus a procédé, le 22 décembre 2016, à la signature de protocoles, renouvelables chaque année, avec 08 radios communautaires partenaires. Ces 08 radios partenaires sont : *La Côtière* (Joal), *Dunia* (Mbour), *SEN FM* (Sindia Nord), *Jokko FM* (Rufisque), *Cayar FM* (Cayar), *Teranga FM* (Saint-Louis), *Sud FM* – Ziguinchor, *Kaf FM* (Kafountine).



Figure 10: Photo de famille des représentants des radios communautaires



Figure 11: Remise de chèques et des protocoles aux représentants des radios communautaires

A l'exception de **KAF FM** de Kafountine qui vient de démarrer le partenariat avec le projet, toutes les sept (07) autres radios entretenaient déjà des relations de partenariat avec le projet lors de sa première phase (2011-2016).

L'objectif visé en signant ou renouvelant les protocoles avec ces radios, est de les aider à poursuivre la réalisation et la diffusion d'émissions hebdomadaires sur des thématiques relatives à la pêche et à ses activités connexes en vue de la sensibilisation et du changement de comportement des acteurs de la pêche en faveur d'une pêche durable. En vertu de ces protocoles, les radios partenaires se sont engagées à réaliser et diffuser pendant toute la durée du protocole (Janvier- octobre 2017) une (01) émission radio chaque semaine sur des thèmes choisis de concert avec les CLPA en collaboration avec le projet USAID/COMFISH Plus.

Les comités de sélection des thèmes qui avaient été mis en place lors de la première phase du projet, ont été réactivés pour poursuivre la planification des thèmes d'émission. Ces comités sont composés des représentants des CLPA concernés, de l'Administration locale des pêches, des relais communautaires, des facilitateurs du projet et des radios communautaires concernées.

Par ailleurs, chaque radio partenaire s'est engagée à diffuser pendant la durée du protocole au moins 45 émissions dont 35 émissions réalisées en studio et 10 émissions décentralisées ou hors studio (y compris les radios crochet et les micros-trottoirs). Dans le but d'intéresser et de mobiliser d'avantage les auditeurs, ces radios devront faire passer systématiquement, au moins 3 fois avant l'émission, des bandes annonces sur la date, l'heure, le thème et les invités de l'émission. Elles vont couvrir systématiquement les principales activités/principaux événements initiées par les CLPA et/ou l'USAID/COMFISH Plus sur le terrain et poursuivre aussi le renforcement des capacités des relais communautaires en techniques d'animation des émissions dans le but de pérenniser ces émissions même après la fin du projet USAID/COMFISH Plus.

Dans le but de vérifier d'une part le respect des protocoles par les radios partenaires et d'autre part, l'impact des émissions sur le comportement des acteurs, l'USAID/COMFISH Plus et les différentes radios ont convenu de procéder avant la fin du protocole, à une évaluation à mi-parcours de ce dernier ainsi que des émissions.

#### Mise en place de supports de communication

- **Panneaux.** En termes de supports de communication, le projet USAID/COMFISH Plus a procédé à la mise en place de nouveaux panneaux (03 panneaux fléchés et un panneau d'indication) pour indiquer aux éventuels visiteurs, les locaux de USAID/COMFISH Plus et signaler par la même occasion, la nouvelle appellation du projet USAID/COMFISH Plus. L'enseigne du projet a été également mis à jour en tenant compte de cette nouvelle appellation.
- **Cartes de visite et autocollants.** Outre les panneaux, les cartes de visite ont été renouvelées pour l'ensemble du personnel en tenant compte la nouvelle appellation USAID/COMFISH Plus, du changement de titre pour certains et de l'arrivée de nouveaux membres du personnel. Les autocollants du logo USAID ont été également confectionnés et mis à la disposition du projet pour accompagner certaines activités d'étiquetage de matériels du projet ou de remise de matériel à certains partenaires.

- **Agendas/blocs notes.** Dans le cadre des activités de communication de fin d'année, le projet a fait confectionner des agendas et blocs notes qui seront mis à la disposition des partenaires et des membres du personnel du projet USAID/COMFISH Plus. L'objectif visé à travers la remise de ces agendas est de remercier les partenaires pour leur franche collaboration avec l'USAID/COMFISH Plus en faveur d'une pêche durable au Sénégal et d'autre part l'équipe du projet pour leur loyauté envers l'USAID/COMFISH Plus et sa mission.

### **3.5. Gestion du projet**

#### **3.5.1. Réunion de coordination et de planification des activités à Mbour.**

La première réunion de démarrage et de coordination regroupant le staff, les facilitateurs du projet USAID/COMFISH Plus et ses partenaires (acteurs et administration de la pêche), s'est tenue à Mbour du 22 au 24 novembre 2016. Elle a permis aux partenaires de prendre connaissance des axes d'intervention du projet pour cette phase d'extension de l'USAID/COMFISH Plus et de valider avec eux le plan de travail 2017 du projet. La rencontre a également permis d'adopter la planification pour le trimestriel de décembre, janvier et février 2017. Rappelons que cette rencontre de partage du processus de planification des activités avec les partenaires se justifiait, eu égard à la démarche du projet qui privilégie l'échange et la concertation sur l'ensemble des activités avec ses partenaires de mise en œuvre. C'est aussi une occasion pour le projet de faire valiser le contenu de son rapport d'activités trimestriel avec les partenaires de terrain.

Gestion administrative et financière.

Un certain nombre d'activités administratives et financières a été mené afin d'accompagner le démarrage de la mise en œuvre de projet USAID/COMFISH Plus à Plusieurs niveaux :

#### Le personnel :

- Tous les contrats du personnel sont signés avec l'ensemble du personnel de l'USAID/COMFISH Plus ;
- Les nouveaux facilitateurs sont recrutés et ont pris service au niveau de leurs zones d'intervention respectives. Une secrétaire et un nouveau chargé du Suivi-Evaluation ont été recrutés ;
- Un nouvel Informaticien de même qu'un Chargé de la composante « Pêche INN » sont également recrutés ;

#### Administration :

- Le bureau de Joal qui était le bureau de terrain du projet, est définitivement transféré à Mbour avec l'autorisation officielle du Directeur des pêches maritimes. Les travaux de rénovation sont effectués.
- Le parc informatique est rénové. Il en est de même des équipements de bureau (fauteuils, chaises et climatiseurs).

- *Un Mémoire est envoyé à l'USAID pour l'obtention d'une autorisation d'acquisition d'un nouveau véhicule conformément au budget établi.*
- Des lettres d'information sont envoyées à l'ensemble des autorités et partenaires du projet mais également à la Direction des Douanes, à la Direction Générale des Impôts et Domaines (DGID), à la Direction de l'Investissement et à l'ensemble des partenaires techniques et financiers pour les informer de la fin du projet USAID/COMFISH et du démarrage du projet USAID/COMFISH Plus.

Finance : Un nouveau compte bancaire est ouvert au nom du projet USAID/COMFISH Plus. L'ancien compte ouvert au nom de l'USAID/COMFISH a été clôturé.

### **III. ACTIVITES PLANIFIEES POUR LE PROCHAIN TRIMESTRE**

Pour le prochain trimestre les principales activités prévues sont énumérées ci-dessous :

**IR1: Les capacités des acteurs et des institutions sont renforcées à tous les niveaux pour une approche éco systémique de la cogestion visant une pêche durable et prenant en compte l'impact des changements climatiques.**

#### Composante 1 : Appui pour le renforcement des capacités des CLPA

- Organiser des réunions de coordination et planification trimestrielles avec les services techniques et les CLPA ;
- Appuyer la redynamisation des organes de gestion des CLPA pour son meilleur fonctionnement
- Appuyer la DPM dans le processus de mise en place des réseaux des CLPA ;
- Appuyer la mobilisation interne de fonds dans les 10 CLPA (sensibilisation des acteurs et organisation de réunions d'évaluation avec les coordonnateurs et les secrétaires) ;
- Organiser une rencontre avec les partenaires du projet ;
- Renforcer les capacités des acteurs en TIC : (Appui à la mise en place du site Web des CLPA, formation en informatique, mise en place du système d'archivage)

#### Composante 2 : Elaboration de CLs comme outil de mise en œuvre de PGP

- Elaboration et Signature de protocole d'accord entre le Projet USAID/COMFISH Plus et les CLPA pour répartir les tâches et responsabilités dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre de la convention locale ;
- Formation des animateurs locaux « Relais » désignés par le CLPA pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de la convention locale ;
- Faire l'état des lieux de la gestion des ressources halieutiques au niveau des CLPA par les relais avec l'appui des facilitateurs du projet ;

#### Composante 3 : Renforcement des capacités de lutte contre la pêche INN

- Appuyer la surveillance participative dans 11 CLPA ;
- Etendre la mise en place de l'assurance pêche dans 8 CLPA ;

- Continuer les discussions avec le MPEM en vue de la préparation de la visite d'échange aux Etats-Unis ; Voyage d'études à Washington, D.C. pour échange d'expériences avec des organismes américains travaillant sur la pêche INN ;
- Continuer la discussion avec le MPEM et la CSRP pour les préparatifs de l'organisation de la conférence des ministres de la CSRP ;

#### Composante 4 : Plan national d'adaptation des pêches

- Appuyer la mise en place de la Stratégie de mise en œuvre du PNA-Pêche Changement Climatique ;
- Mise en place de comités de suivi et d'évaluation des plans locaux au niveau local ;
- Rencontre de synergie avec le projet CINSERE pour contribuer à la sécurité en mer des acteurs locaux ;
- Vulgarisation des plans locaux de Ziguinchor, Kafountine et Saint Louis (Radio communautaires) ;
- Réunion de partenariat et d'élaboration d'un Protocole d'Accord entre le MPEM / Agence Nationale des Energies Renouvelables (ANER) et l'USAID/COMFISH Plus pour accompagner les acteurs dans l'utilisation d'énergie propre ;
- Appuyer la mise en œuvre des plans d'adaptation au changement climatique CLPA, en particulier celui de la Grande Côte Nord et de la Casamance ;
- Poursuivre l'appui à ANACIM : Alertes SMS ;
- Démarrage des concertations avec les femmes transformatrices de Fass Boye, Thiaroye, et Mbao ;
- Rencontre nationale sur la chaîne de valeur des espèces ciblées par le projet et le Ministère du Commerce (Direction du Commerce Intérieure) pour faciliter l'accès au marché des femmes ;
- Rencontre de partenariat et d'élaboration d'un protocole d'accord avec la Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales ;

**IR2: Les stratégies, politiques et bonnes pratiques en matière de gouvernance sont identifiées, testées, évaluées et appliquées pour renforcer la résilience des écosystèmes face aux menaces sur la conservation de la biodiversité et aux risques climatiques.**

- Organiser une réunion avec le CNAAP sur la mise en œuvre des PGP des pêcheries de sardinelles ;
- Appuyer l'installation des cadres de concertation zonaux mis en place pour mettre en œuvre le PGP sardinelles dans 3 Zones : Grande côte sud, Cap-Vert et Petite Côte ;
- Organiser une rencontre de démarrage pour la mise en œuvre du plan d'action dans 3 Zones : Grande Côte Sud, Cap-Vert et Petite Côte (Inspecteur des pêches et autres services partenaires locaux + CLPA + Collectivités locales) ;

**IR3: L'augmentation des bénéfices sociaux et économiques au profit des communautés de pêcheurs artisans encourage la poursuite des efforts en faveur d'une pêche durable.**

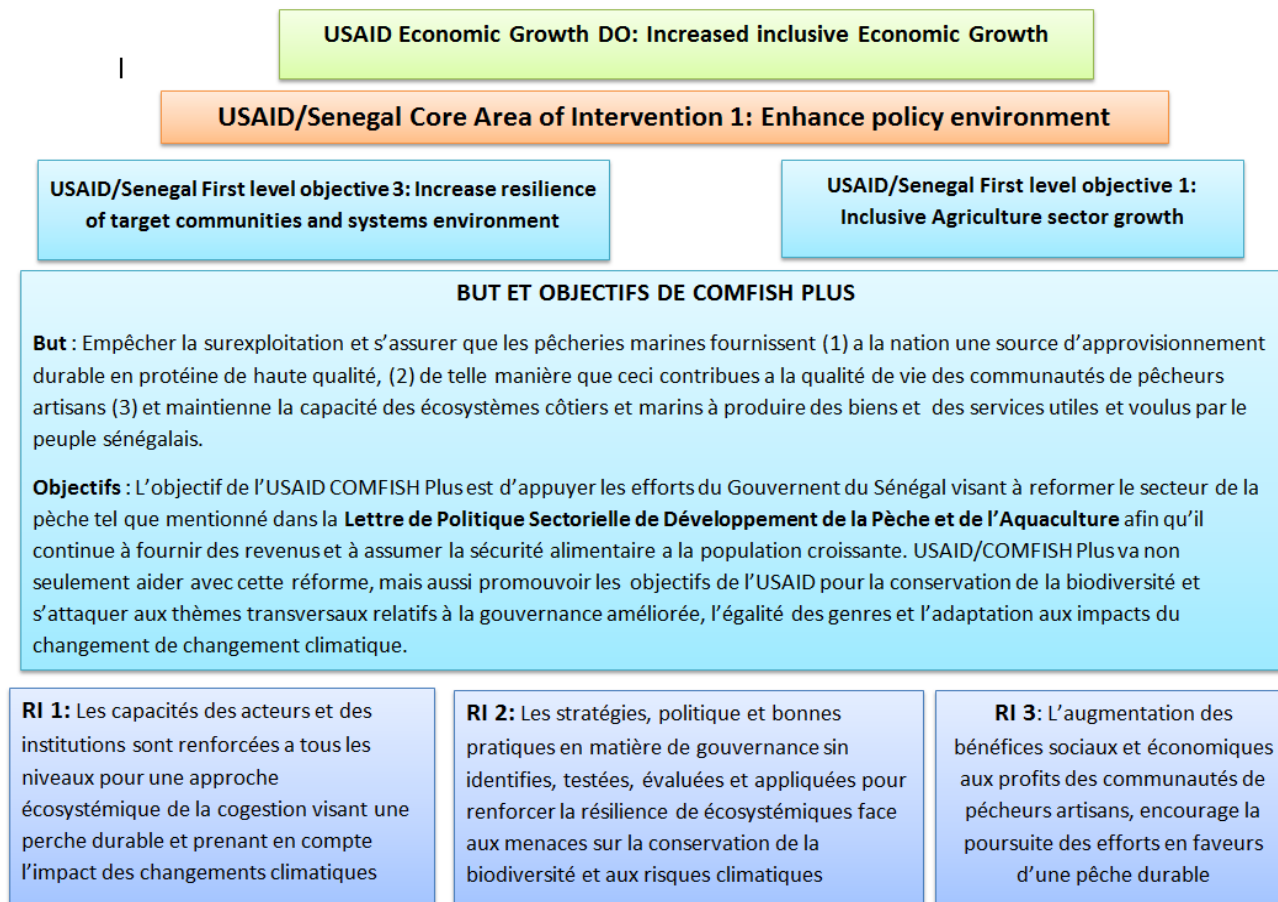
- Faire le suivi de la mise en œuvre du business plan et du fonctionnement de l'unité de transformation de Cayar ;

- Former et appuyer techniquement les femmes formatrices de Cayar dans les différents domaines de la transformation artisanale : hygiène, salubrité, conditionnement, stockage et marketing ainsi que dans le domaine du leadership ;
- Mettre en place un système d'épargne crédit en appui aux femmes dans 5 sites de transformation artisanale ;
- Poursuivre l'appui aux comités de salubrités et les mettre en place dans d'autres zones
- Renforcer la visibilité de l'USAID/COMFISH Plus et le changement de comportement des acteurs en faveur d'une pêche durable ;
- Supervision du déroulement des émissions radio avec les radios partenaires ;
- Distribution des supports de fin d'année aux partenaires ;
- Conception de nouveaux supports de communication (dépliants, beach flags, tee-shirts, etc.)
- Préparation d'un débat télévisé sur la pêche illicite en partenariat avec la DPSP ;

Pour le prochain trimestre (trimestre 2), l'équipe du projet USAID/COMFISH Plus prévoit également de passer en revue l'état de référence et les indicateurs de l'AMELP en collaboration avec l'USAID/Sénégal dans le but de faire les ajustements nécessaires à cette phase de prolongation du projet.

## Annexe 1. Cadre des résultats de USAID/COMFISH Plus

Le Cadre des Résultats ci-dessous montre les différents niveaux de contributions des Résultats Intermédiaires (IR) du projet USAID/COMFISH Plus aux objectifs programmatiques de l'USAID/Sénégal.



## Annexe.2. Performance Année fiscale 2017 - Premier trimestre

Indicateurs	Année de référence	Valeur de Base	Cibles projet	Cibles annuelle 2017	Q1 Résultat	Q2 Résultat	Q3 Résultat	Q4 Résultat	Année 1 Année fiscale 2017 Résultat	Commentaires
1. Number of individuals who have received USG supported short term agricultural sector productivity or food security training (EG.3.2-1)	2016	3557	6650	3500	H = 231 F = 64 T = 295					<p><b>197</b> individus dont 54 femmes ont participé aux séances de formation sur l'élaboration et la mise en œuvre de la CL au Saloum,</p> <p><b>46</b> individus dont 7 femmes aux ateliers de partage et de formation sur la planification des activités du projet avec les acteurs et partenaires (DPM, IUPA, CSE, CRODT, IRD/IFAN)</p> <p><b>4</b> facilitateurs dont 1 facilitatrice formés aux techniques d'animation</p> <p><b>2</b> participantes à la COP 22 dont une femme de la DPM</p> <p><b>1</b> agent de l'ANACIM formé à Brest, France</p>



Indicateurs	Année de référence	Valeur de Base	Cibles projet	Cibles annuelle 2017	Q1 Résultat	Q2 Résultat	Q3 Résultat	Q4 Résultat	Année 1 Année fiscale 2017 Résultat	Commentaires
										45 Membres des CLPA de Saint Louis, Yène, de Rufisque et des stations côtières formés pour la surveillance participative
2. Number of people trained in sustainable natural resources management and/or biodiversity conservation as a result of USG assistance (EG.10.2-4)	2016	3557	6650	3500	H= 231 F = 64 PINN: 295 T = 295					250 personnes formées sur le processus de la convention locale au Saloum, le bilan et la planification, la facilitation, etc.  45 Membres des CLPA de Saint Louis, Yène, de Rufisque et des stations côtières formés pour la surveillance participative
3. Number of people supported by the USG to adapt to the effects of climate change (EG.11-5)	2015	109,329	109,329	109,329	T = 109,329					L'ensemble des Acteurs de la pêche qui bénéficie des informations sur la météo de l'ANACIM (source données : ANSD, 2015)

Indicateurs	Année de référence	Valeur de Base	Cibles projet	Cibles annuelle 2017	Q1 Résultat	Q2 Résultat	Q3 Résultat	Q4 Résultat	Année 1 Année fiscale 2017 Résultat	Commentaires
4. Number of laws, policies, regulations, or standards addressing climate change adaptation formally proposed, adopted, or implemented as supported by USG assistance (EG.11-3)	2016	13	9	5	5					2 Plans de Gestion pour la Grande Côte Nord et la Casamance (approuvés) 2 Chartes de salubrité de Mballing Site et Ndayane 1 Plan National d'Adaptation Pêche
5. Number of people trained in climate change adaptation supported by USG assistance (EG.11-1)	2016	1116	2,090	1100	H=1 F=2 T=3					1 agent de l'ANACIM formé à BREST (France) 2 participantes à la COP 22 dont une femme de la DPM
6. Number of fishery users to whom tailored Climate Information Services (CIS) are made available (custom)	2015	109,329	109,329	109,329	109,329					109 329 du secteur de la pêche (pêcheur, mareyeur, formatrice, prestataire)
7 .Number of fishery beneficiaries with effective access to and understanding of CIS (custom)	2016	961	1100	1000	961					961 acteurs sont formés par l'ANACIM à comprendre les CIS
8. Number of people using climate information or implementing risk-reducing actions to improve resilience to climate change as supported by USG assistance (EG.11-6)	2016	109,329	109,329	109,329	109,329					109 329 producteurs du secteur de pêche (pêcheur, mareyeur, formatrice, prestataire) utilisant les SAP pour s'adapter aux changements

Indicateurs	Année de référence	Valeur de Base	Cibles projet	Cibles annuelle 2017	Q1 Résultat	Q2 Résultat	Q3 Résultat	Q4 Résultat	Année 1 Année fiscale 2017 Résultat	Commentaires
										climatiques. En attendant que l'ANACIM fasse le recensement.
9. Number of farmers and others who have applied improved technologies or management practices with USG assistance (EG.3.2-17)	2016	42,837	23,323	13,993	20,952					20,952 producteurs sont recensés dans les 10 CLPA où sont appliquées les conventions locales (bonnes pratiques). Les producteurs des nouvelles zones (Saloum et Casamance) ne sont pas encore intégrés.
10. Number of local fishery organizations able to disseminate CIS (custom)	2016	0	32 (CLPAs)	29	31					L'ensemble des CLPA sauf les nouveaux 11 CLPA en Casamance
11. Number of hectares of biologically significant areas under improved natural resource management as a result of USG assistance (EG.10.2-2)	2016	1,404,565	1,404,565	1,404,565	1,404,565					1,404,565 ha de superficie de pêche où la gestion est améliorée (CLPA où les CL sont appliqués)
12. Number of institutions with improved capacity to assess or address climate change risks supported by USG assistance (EG.11-2)	2016	0	250	150	39					2 institutions (ANACIM et DPM appuyées) 6 CLPA de Saint Louis, Yenne, Cayar, Joal et Rufisque/Bargny appuyés pour la

Indicateurs	Année de référence	Valeur de Base	Cibles projet	Cibles annuelle 2017	Q1 Résultat	Q2 Résultat	Q3 Résultat	Q4 Résultat	Année 1 Année fiscale 2017 Résultat	Commentaires
										surveillance participative 31 CLPA et institutions ayant participé aux ateliers de formation sur la planification des activités d'adaptation
13 .Number of fishery organizations that are represented in the Steering Committee and governance structure of CINSERE (custom)	2016	0	1 ASPRODEB représente les CLPAs	1	0					ASPRODEB depuis le démarrage de C+ il n'y a pas encore de réunion de comité de Pilotage
14. Number of for-profit private enterprises, producers organizations, water users associations, women's groups, trade and business associations, and community based organizations (CBOs) receiving USG food security related organizational development assistance (EG.3.2-4)	2016	0	190	100	3					2 Comités de Salubrité de Mballing Site et Ndayane 1 Groupement des femmes de Cayar « Mantoulaye Guène »
15. Number of households benefiting directly from USG interventions (EG.3-1)	2016	16,533	17,000	17,000	16,533					Les 16533 ménages continuent d'être bénéficiaires avec COMFISH Plus
16. Number of hectares of biologically significant areas showing improved biophysical conditions as a result of USG assistance (EG.10.2-1)	2016	0	1, 404,565	0	0					1, 404,565 ha en mer dont 284,599 ha AMP. Ce chiffre sera confirmé avec le CSE durant le 3 <sup>ème</sup>

Indicateurs	Année de référence	Valeur de Base	Cibles projet	Cibles annuelle 2017	Q1 Résultat	Q2 Résultat	Q3 Résultat	Q4 Résultat	Année 1 Année fiscale 2017 Résultat	Commentaires
										trimestre. Pour l'amélioration des conditions biophysiques, il faudra attendre la fin de la collecte et de l'analyse des données biophysiques avec les cellules scientifiques conjointes.
17. Number of people with improved economic benefits derived from sustainable natural resource management and/or biodiversity conservation as a result of USG assistance (EG.10.2-3)	2016	0	2,151	1,000	Néant					L'indicateur sera renseigné en fin d'année. 2017. Les outils de collecte sont mis en place.
18. Number of laws, policies, or regulations that address biodiversity conservation and/or other environmental themes officially proposed, adopted, or implemented as a result of USG assistance (EG.10.2-5)	2016	28	8	3	5					2 Plans de Gestion pour la Grande Côte Nord et la Casamance (approuvés) 2 Chartes de salubrité de Mballing Site et Ndayane (approuvées) 1 PNA-Pêche (approuvé)

### Annexe 3. Rapport Financier –Premier trimestre 2017

Budget Line Items		Budget October 2016 to September 2017		Expense Quarter Ending December 31, 2016	Balance
Personnel		\$ 227,216		\$ 41,406	\$ 185,810
Fringe		\$ 125,101		\$ 22,621	\$ 102,480
Consultants and In country Staff		\$ 894,891		\$ 142,113	\$ 752,778
<i>Local staff</i>	\$ 422,703		\$ 70,680		
<i>Local staff fringe benefits</i>	\$ 149,506		\$ 47,571		
<i>Local consultants and service providers</i>	\$ 322,681		\$ 23,862		
Other direct costs		\$ 342,729		\$ 75,175	\$ 267,554
Travel		\$ 312,950		\$ 17,768	\$ 295,182
Capital Equipment		\$ 37,752		\$ -	\$ 37,752
Total Direct		\$ 1,940,638		\$ 299,083	\$ 1,641,555
Indirect		\$ 494,750		\$ 78,025	\$ 416,726
Total Direct and Indirect		\$ 2,435,389		\$ 377,108	\$ 2,058,281

## Annexe 4. Rapport du Suivi Environnemental (EMMR) –Premier trimestre 2017

### COMFISH Plus EMMP Q1-FY17

Category of Activity from Section 3.5, 3.7 and 3.10, of the Senegal EG Food Security and Natural Resource Management PIEE (April 2016)	Environmental Threats	Mitigation Measures	Who is Responsible for Monitoring?	Sources of Verification	Monitoring Method	Frequency of Monitoring
<p>Engaging the government, supporting local communities, planning and outreach</p> <p>Education, technical assistance, and training of stakeholders</p> <p>Technical studies, research and analyses</p> <p>Awareness, outreach and behavior change communications</p> <p>Study tours and peer to peer exchanges</p> <p>Training of government employees</p> <p>Supporting CLPAs and fisherman groups to enforce laws and regulations around fishing practices</p> <p>Realizing behavior change and achieving co-management</p>	<p>Activities that aim to increase public participation in policy making including engaging the government in dialogue at the local and central level to better manage marine fisheries and combat IUU fishing; mobilization of communities for development and enforcement of laws and regulations protecting natural resources; community planning and strategy development present no foreseeable adverse environmental impacts. Per section 3.10 of the Senegal EG Food Security and Natural Resource Management PIEE, these activities are determined to be <b>Categorical Exclusions</b>.</p>	<p>No mitigation measures</p>	<p>CoP</p>	<p>Work plans, Quarterly Reports, and materials prepared for capacity building, training, and studies</p>	<p>Review of materials</p>	<p>Quarterly</p>

Category of Activity from Section 3.5, 3.7 and 3.10, of the Senegal EG Food Security and Natural Resource Management PIEE (April 2016)	Environmental Threats	Mitigation Measures	Who is Responsible for Monitoring?	Sources of Verification	Monitoring Method	Frequency of Monitoring
<p>Influencing government policies</p> <p>Building the capacity of stakeholders at all levels of governance (fisheries administration and CLPA institutions, research and education)</p> <p>Improving the sustainability of fishery resources and coastal and marine ecosystems by promoting best practices</p>	<p>All activities that may directly affect fish production and marine resources must evaluate how activities to be implemented will interact with the environment.</p> <p>Environmental impacts of capture marine fisheries include overharvesting; catch of unwanted or undersized (juvenile) fish stocks; destructive fishing practices (destructive gear, bottom structure damage, use of toxic substances, and dynamite fishing); lost gear and nets (“ghost” fishing leading to additional depletion of resources and damage to non-target species such as turtles, marine mammals, and birds); ecosystem stress; and changes in fish population structures.</p> <p>Additional information for impact and mitigation planning related to fisheries can be found at the USAID’s Sector Environmental Guidelines: <a href="http://www.usaidgems.org/Sectors/fisheries.htm">http://www.usaidgems.org/Sectors/fisheries.htm</a> And at <a href="https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1865/FishAquaGuide14Jun13Final.pdf">https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1865/FishAquaGuide14Jun13Final.pdf</a></p>	<p>Inclusion of fishers in sustainable fisheries management, monitoring and enforcement of management measures</p> <p>Training, demonstration, and enforcement of fisheries rules that reduce over-exploitation, destructive fishing practices, and catch of non-target fish and juveniles.</p> <p>Insurance program which supports participatory enforcement thereby reducing bad fishing practices.</p> <p>Co-management capacity development with CLPAs and coordination and collaboration at the central and local level</p> <p>Ecosystem-based fisheries management strategies</p> <p>Use of local and scientific knowledge in fisheries planning and management</p>	<p>CoP and Senior Fisheries Officer</p>	<p>Local Agreements, and FMPs</p> <p>CLPA meeting minutes and reporting</p>	<p>Review of implementation of Local Agreements and FMPs</p> <p>CLPA reports and consultations</p>	<p>Quarterly</p>



Category of Activity from Section 3.5, 3.7 and 3.10, of the Senegal EG Food Security and Natural Resource Management PIEE (April 2016)	Environmental Threats	Mitigation Measures	Who is Responsible for Monitoring?	Sources of Verification	Monitoring Method	Frequency of Monitoring
<p><b>Post-harvest fisheries activities</b> including:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Improved processing methods, equipment, storage, packaging, transport and sales</li> <li>- Small scale construction to improve landing sites, and processing facilities</li> <li>- Small scale construction and rehabilitation for water and sanitation structures</li> <li>- Development of Best Practice Processing Compacts (including handling and food safety) with groups of women processors</li> <li>- Strengthening the role of women in the fisheries value chain through management training and support for women fish processing associations</li> </ul> <p>Fish processing is addressed by section 3.7 of the PIEE (<b>Post-harvest and food processing activities</b>).</p>	<p>Improved facilities could result in disturbance to existing landscape/ habitat and sensitive ecosystems, or degrade water resources, cause sedimentation to surface waters or contamination of groundwater and surface water.</p> <p>Increasing the demand and value of fish products, packaging, and marketing could in theory give incentive to increase fishing effort and contribute to overfishing.</p> <p>Fish processing effluents and solid waste may produce adverse effects on the receiving coastal and marine environment.</p> <p>Land use change related to small-scale construction may disturb habitat and local hydrology. Runoff from cleared ground or materials stock-piles during construction can result in sedimentation/fouling of surface waters. Construction may result in standing water on-site, which readily becomes breeding habitat for mosquitoes and other disease vectors; this is of particular concern as malaria is endemic in most of Senegal.</p> <p>Increased and air and noise pollution can result during construction or</p>	<p>A technical monitoring construction committee monitors construction and evaluates its compliance with validated plans and ensures that building permits and licenses are obtained as appropriate and necessary.</p> <p>No activities at sites within 30 meters of a permanent or seasonal stream or water body.</p> <p>During periodic site visits questions are raised and improvement measures proposed.</p> <p>Codes of good practice are developed and adopted by all members of fish processing groups, including safeguards to protect workers from occupational safety and health hazards.</p> <p>Codes of Good Practice include agreement to not purchase or process juvenile fish</p> <p>Fisheries management plans (FMP) and Local Agreements developed and implemented to prevent overfishing and illegal fishing.</p> <p>Support for medium to large scale fish processing activities will require Positive determination and an EA.</p> <p>Review USAID Food Processing sector guide:</p>	<p>CoP</p>	<p>Construction plans/ designs and photos of all facilities constructed</p> <p>Official government approvals of construction</p> <p>FMPs and Local Agreements to prevent overfishing</p> <p>Technical reports</p> <p>Codes of Good Practice (hygiene and agreement to not process juvenile fish)</p>	<p>Review of approved plans and documents, site inspection, photos, and periodic review of performance related to Codes of Good Practice</p> <p>Consultations with CLPA Committees</p>	<p>Quarterly</p>

Category of Activity from Section 3.5, 3.7 and 3.10, of the Senegal EG Food Security and Natural Resource Management PIEE (April 2016)	Environmental Threats	Mitigation Measures	Who is Responsible for Monitoring?	Sources of Verification	Monitoring Method	Frequency of Monitoring
	<p>rehabilitation from the actions of construction equipment and workers.</p> <p>Local procurement of construction materials (timber, fill, sand and gravel, etc.) may have adverse local impact</p> <p>Smoke drying fish may have safety and health risks for fish processors and fish processing may generate odor pollution.</p> <p>Discharge of waste water to may degrade coastal and aquatic habitat</p> <p>Inefficient smoke drying with wood contributes to deforestation</p> <p>Impacts related to small-scale construction are found in Section 3.5 of the PIEE (<b>Building productive infrastructure</b>)</p>	<p><a href="http://www.usaidgems.org/Documents/MSEs/USAID_MSE_Sector_Guideline_Food_Processing_2013.pdf">http://www.usaidgems.org/Documents/MSEs/USAID_MSE_Sector_Guideline_Food_Processing_2013.pdf</a></p> <p>And small scale construction guidelines: (<a href="http://www.usaidgems.org/sectorGuidelines.htm">http://www.usaidgems.org/sectorGuidelines.htm</a> )</p> <p>(<a href="http://www.usaidgems.org/Documents/VisualFieldGuides/ENCAP_VisFieldGuide--Construction_22Dec2011.pdf">http://www.usaidgems.org/Documents/VisualFieldGuides/ENCAP_VisFieldGuide--Construction_22Dec2011.pdf</a>)</p>				
<p><b>Adaptation to global climate change activities</b> including:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Planting vegetation or trees for coastal protection</li> <li>- Improved fish processing to increase resilience of fisheries sector households</li> <li>- Support to protect life and property at sea, including weather alerts and safety at sea programs</li> <li>- Coastal development setbacks</li> </ul>	<p>Implementation of adaptation measures may involve alteration of nearshore sediment patterns resulting in displaced or accelerated erosion of beachfronts.</p> <p>Adaptation measures may disturb natural habitat and sensitive ecosystems, result in marine pollution from soil erosion, alter local hydrology, and cause biodiversity</p>	<p>Vulnerability assessments</p> <p>Formally approved Adaptation Plans and implementation of adaptation actions with no foreseeable adverse environmental impacts.</p> <p>Avoidance of hard structures and beach nourishment in favor of soft solutions, e.g. restoration of natural vegetation for erosion and flood control.</p>	<p>COMFISH Plus Climate Change Officer</p>	<p>Reports, adaptation plans, Local Agreements, and FMPs</p>	<p>Review of reports and monitoring implementation of adaptation measures</p>	<p>Quarterly</p>

Category of Activity from Section 3.5, 3.7 and 3.10, of the Senegal EG Food Security and Natural Resource Management PIEE (April 2016)	Environmental Threats	Mitigation Measures	Who is Responsible for Monitoring?	Sources of Verification	Monitoring Method	Frequency of Monitoring
- Inclusion of climate change considerations in fisheries management plans and CLPA Local Agreements	loss from land fragmentation.					

## COMFISH Plus EMMR Q1-FY17

Category of Activity from Section 3.5, 3.7 and 3.10, of the Senegal EG Food Security and Natural Resource Management PIIIE (April 2016)	Monitoring/mitigation measures	Responsible party	Monitoring Plan			Monitoring method	Cost estimate (USD)	Monitoring Log		
			Indicator	Source of verification	Reporting frequency of monitoring			Date	Result	Follow-up
<p>Engaging the government, supporting local communities, planning and outreach</p> <p>Education, technical assistance, and training of stakeholders</p> <p>Technical studies, research and analyses</p> <p>Awareness, outreach and behavior change communications</p> <p>Study tours and peer to peer exchanges</p> <p>Training of government employees</p> <p>Supporting CLPAs and fisherman groups to enforce laws and regulations around fishing practices</p> <p>Realizing behavior change and achieving co-management.</p>	<p>No mitigation measure. The stakeholders were trained on sustainable management of fisheries resources, fishing code and fisheries legislation, hence contributing to a positive impact on the environment.</p>	<p>Project Manager (CoP)</p>	<p>-Number of people trained</p> <p>-Number of institutions strengthened</p>	<p>AMEPL</p> <p>Work plans, Quarterly Reports, and materials prepared for capacity building, training, and studies reports</p>	<p>Quarterly</p>	<p>- Collection of data by the field staff</p> <p>- Review of materials by the M&amp;E and CoP</p>	<p>No cost</p>	<p>All year</p>	<p>- 309 stakeholders trained</p> <p>- 29 CLPA</p>	<p>- Field visits</p> <p>- Training summary reports</p>
<p>Influencing government policies</p> <p>Building the capacity of stakeholders at all levels of</p>	<p>Inclusion of fishers in sustainable fisheries management, monitor-</p>	<p>CoP and Senior Fisheries</p>	<p>-Types of participants in the processes of elaboration and</p>	<p>AMEPL</p> <p>Work plans, Quarterly</p>	<p>Quarterly</p>	<p>Collection of data by the field</p>	<p>No cost</p>	<p>All year</p>	<p>9 participatory monitoring trips</p>	<p>Not yet started for this quarter</p>

<p>governance (fisheries administration and CLPA institutions, research and education)</p> <p>Improving the sustainability of fishery resources and coastal and marine ecosystems by promoting best practices</p>	<p>ing and enforcement of management measures</p> <p>Training, demonstration, and enforcement of fisheries rules that reduce over-exploitation, destructive fishing practices, and catch of non-target fish and juveniles.</p> <p>Insurance program which supports participatory enforcement thereby reducing bad fishing practices.</p> <p>Co-management capacity development with CLPAs and coordination and collaboration at the central and local level</p> <p>Ecosystem-based fisheries management strategies</p> <p>Use of local and scientific knowledge in fisheries planning and management</p>	<p>Officer</p>	<p>implementation of the various strategies and policies developed</p> <p>-Number of people and institutions trained in sustainable and participatory resource management</p> <p>-Number of participatory monitoring trips</p> <p>-Number of activities to monitor and evaluate implementation of strategies developed</p> <p>Implementation of joint research units at local level</p> <p>Implementation of the consultation framework for sardinella FMPs</p>	<p>Reports, and materials prepared for capacity building, training, and studies reports</p>		<p>staff</p> <p>Review of materials by the M&amp;E and CoP</p> <p>Review of implementation of Local Agreements and FMPs</p> <p>CLPA reports and consultations</p>				
<p><b>Post-harvest fisheries activities</b> including:</p>	<p>A technical monitoring</p>	<p>CoP and Climate</p>	<p>-The modern</p>	<p>AMEPL</p>	<p>Quarterly</p>	<p>Field visits</p>	<p>No cost</p>	<p>All year</p>	<p>Cayar: Use of improved</p>	<p>Follow up on maintenance of</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Improved processing methods, equipment, storage, packaging, transport and sales</li> <li>- Small scale construction to improve landing sites, and processing facilities</li> <li>- Small scale construction and rehabilitation for water and sanitation structures</li> <li>- Development of Best Practice Processing Compacts (including handling and food safety) with groups of women processors</li> <li>- Strengthening the role of women in the fisheries value chain through management training and support for women fish processing associations</li> </ul> <p>Fish processing is addressed by section 3.7 of the PIEE (<b>Post-harvest and food processing activities</b>)</p>	<p>construction committee monitors construction and evaluates its compliance with validated plans and ensures that building permits and licenses are obtained as appropriate and necessary.</p> <p>No activities at sites within 30 meters of a permanent or seasonal stream or water body.</p> <p>During periodic site visits questions are raised and improvement measures proposed.</p> <p>Codes of good practice are developed and adopted by all members of fish processing groups, including safeguards to protect workers from occupational safety and health hazards.</p> <p>Codes of Good Practice include agreement to not purchase or process juvenile fish</p> <p>Fisheries management plans (FMP) and Local</p>	<p>change officer</p>	<p>processing unit</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Equipment: number of fish-drying racks</li> <li>-Number of ovens</li> <li>-Number of potable water sources</li> <li>-Number of loans</li> </ul> <p>Code of conduct</p> <p>Local convention</p> <p>Fisheries plans</p>	<p>Workplans</p> <p>Quarterly Reports, and materials prepared for capacity building, training, and studies,</p> <p>Code of conduct</p>		<p>Evaluation and monitoring Meetings,</p> <p>Data collected by the field staff or partners</p>			<p>oven equipped with stack</p> <p>Not yet started in other sites this quarter</p>	<p>processing site and of its equipment</p> <p>M&amp;E visit</p>
--	--	-----------------------	--	--	--	---	--	--	--	--

	<p>Agreements developed and implemented to prevent overfishing and illegal fishing.</p> <p>Support for medium to large scale fish processing activities will require Positive determination and an EA.</p> <p>Review USAID Food Processing sector guide:</p> <p><a href="http://www.usaidgems.org/Documents/MSEs/USAID_MSE_Sector_Guide-line_Food_Processing_2013.pdf">http://www.usaidgems.org/Documents/MSEs/USAID_MSE_Sector_Guide-line_Food_Processing_2013.pdf</a></p> <p>And small scale construction guidelines: (<a href="http://www.usaidgems.org/sectorGuidelines.htm">http://www.usaidgems.org/sectorGuidelines.htm</a>) (<a href="http://www.usaidgems.org/Documents/VisualFieldGuides/ENCAP_VisualFieldGuide--Construction_22Dec2011.pdf">http://www.usaidgems.org/Documents/VisualFieldGuides/ENCAP_VisualFieldGuide--Construction_22Dec2011.pdf</a>)</p>									
--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--

<p><b>Adaptation to global climate change activities</b> including:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Planting vegetation or trees for coastal protection</li> <li>- Improved fish processing to increase resilience of fisheries sector households</li> <li>- Support to protect life and property at sea, including weather alerts and safety at sea programs</li> <li>- Coastal development setbacks</li> <li>- Inclusion of climate change considerations in fisheries management plans and CLPA Local Agreements</li> </ul>	<p>Vulnerability assessments</p> <p>Formally approved Adaptation Plans and implementation of adaptation actions with no foreseeable adverse environmental impacts.</p> <p>Avoidance of hard structures and beach nourishment in favor of soft solutions, e.g. restoration of natural vegetation for erosion and flood control.</p>	<p>COMFISH Plus Climate Change Officer</p>	<p>Number of Plans, policies, strategies, adaptation rules/regulations -Number of hygiene charters</p>	<p>AMEPL Strategic documents Activities Reports etc.</p>		<p>Field visits Evaluation and monitoring Meetings, Data collected by the field staff or partners</p>	<p>No cost</p>		<p>1 NAP signed 2 hygiene charters adopted</p>	<p>Field visit Training Assessments</p>
---	--	--	--	--	--	---	----------------	--	--	---